



Built to Lead

Pour Publication Immédiate : 7/20/2016

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE QU'EMPLOYEURS AURONT À REMBOURSER PRESQUE 4 MILLIONS \$ EN ARRIÉRÉS DE SALAIRES ET EN DOMMAGES À PLUS DE 7 500 TRAVAILLEURS

Le Exploited Workers Task Force (Groupe de travail sur les travailleurs exploités) ouvre une enquête sur l'exploitation des travailleurs dans l'industrie du nettoyage à sec ; engage le gouvernement sur la voie vers l'interdiction de l'utilisation de PERC

Le Gouverneur projette d'octroyer 5 millions \$ en subventions à travers New York pour améliorer la santé et la sécurité des travailleurs

Le Gouverneur signe un [Décret](#) vers l'établissement permanent d'un Task Force on Employee Exploitation and Misclassification (Groupe de travail sur l'exploitation et mauvaise de classification des employés)

Groupe de travail publie [Rapport](#) annuel, Recommendations to Protect Workers Against Predatory Practices (Recommandations pour la protection des travailleurs contre les pratiques prédatrices)

Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que le Groupe de travail sur la lutte contre l'exploitation des travailleurs a contraint 1 547 entreprises à payer près de 4 millions \$ en arriérés de salaires et en dommages à plus de 7 500 travailleurs depuis sa création en juillet 2015. Le gouverneur a également annoncé plusieurs initiatives visant à améliorer la santé et la sécurité des travailleurs, y compris une enquête multi-agences dans l'exploitation des travailleurs de nettoyage à sec et un effort coordonné visant à interdire les produits chimiques nocifs, comme le perchloroéthylène (PERC), qui sont couramment utilisés dans l'industrie.

Le gouvernement va également lancer un nouveau programme de 5 millions \$ de subventions et DP pour les organismes sans but lucratif afin d'élargir les services pour aider les travailleurs exploités. Le gouverneur a marqué le premier anniversaire du groupe de travail lors d'un événement à Manhattan où il a signé le [Executive Order No 159](#) (Décret n° 159) pour établir un groupe de travail permanent à échelle de l'état de New York sur l'exploitation et la mauvaise classification des employés. Les annonces suivent la sortie du [rapport](#) marquant la première année du Groupe de travail, rapport qui inclut des recommandations pour protéger les travailleurs contre les pratiques prédatrices.

« A New York, nous croyons que toute personne qui cherche à se bâtir un avenir meilleur pour peuvent le faire dans l'*Empire State* - et nous ne permettrons pas aux pratiques peu scrupuleuses des entreprises de se dresser dans la chemin », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « De la création de ce Groupe de travail premier en son genre, à l'adoption des protections sans précédent pour les travailleurs des salons de manucure, notre administration a fait des pas significatifs pour éradiquer les injustices dans les industries où

les employés sont régulièrement victimisés - et l'annonce d'aujourd'hui est la preuve que nos efforts portent fruit. Grâce à ces actions, nous poursuivons nos progrès pour faire revivre le rêve américain et, finalement, tracer un avenir meilleur pour les travailleurs et travailleuses dévoués de New York».

Groupe de travail récupère 4 millions \$ en arriérés de salaires

Depuis son lancement en juillet 2015, le Task Force to Combat Worker Exploitation (Groupe de travail sur la lutte contre l'exploitation des travailleurs) a entamé un effort multi-agence agressif pour faire respecter les lois du travail, avec un accent particulier sur le recouvrement des salaires dans les industries des salons de manucure, restauration, nettoyages à sec, la construction, l'aménagement paysager et de travail domestique. Les travailleurs de ces industries sont souvent victimes de vol des salaires et soumis à des conditions de travail dangereuses ou malsaines, des horaires irréguliers ou non prévus, et des déductions illégales pour les fournitures, la formation ou les uniformes.

Au cours de l'année passée, plus de 1 500 enquêtes et les inspections ont été menées à travers l'état de New York. Au cours des investigations, le Groupe de travail a constaté que des milliers de travailleurs se sont vu refuser la totalité du salaire en vertu de la loi. Cela comprenait le défaut de paiement du salaire minimum, le défaut de paiement des heures supplémentaires, le détournement de pourboires et d'autres dénis de salaire. En outre, les travailleurs n'étaient pas protégés par les politiques correspondantes en compensation salariale pour la protection de la santé et la sécurité au travail.

Lors de l'événement d'aujourd'hui le Gouverneur Cuomo a été rejoint par les travailleurs du Restaurant Empire Szechuan Valley de New York City, Alejandro Mendoza et Jovita Villanueva-Tapia. Une enquête du Groupe de travail a constaté que le couple, et quatre de leurs collègues d'Empire Szechuan, n'étaient pas correctement payés pour les heures supplémentaires. Le groupe de travail a négocié une entente avec le propriétaire pour les six travailleurs qui seront payés un total de 204 500 \$ en 24 versements mensuels égaux.

Le plan de paiement négocié fait partie des quelque 4 millions \$ en arriérés de salaires et dommages-intérêts évalués par le groupe de travail au nom des travailleurs exploités. Les travailleurs victimes sont en grande partie des immigrants.

« Les travailleurs comme moi ne devraient pas avoir à se soucier du vol de nos salaires, » **Alejandro Mendoza, un restaurant ouvrier Empire Szechuan dit.** « Nous travaillons dur et méritons d'être payés ce qu'on nous doit. Je remercie le Gouverneur et son groupe de travail d'avoir pris notre problème au sérieux, la protection de nos droits et de nous assurer que nous obtenons la justice ».

Enquête multi-agences sur l'exploitation des travailleurs dans l'industrie du nettoyage à sec ; Met État de New York sur la voie de l'interdiction du PERC

Depuis 2015, le groupe de travail a entrepris un examen approfondi de l'impact lourd des conditions de travail dangereuses et le vol des salaires dans l'industrie du nettoyage à sec. En conséquence, le groupe de travail va lancer une enquête multi-agences sur ; es conditions de travail dangereuses, qui inclura l'utilisation de produits chimiques dangereux qui sont couramment utilisés dans cette industrie.

Dans le cadre de ces efforts, le gouverneur instruit le ministère de la Protection de l'environnement et le ministère de la Santé de poursuivre les protections essentielles en santé publique et de l'environnement et de mettre New York sur la voie d'interdire

l'utilisation du PERC, un produit chimique identifié comme un cancérigène « probable » par le U.S. Environmental Protection Agency (l'Agence de protection environnementale des États-Unis) et couramment utilisé dans l'industrie.

En outre, le gouvernement de l'État de New York mettra en place des règlements de ventilation pour les salons de manucure à New York pour en faire les plus sûrs à travers la nation pour les travailleurs et les consommateurs. Ces règlements, combinés avec les efforts du gouvernement de l'État de New York visant à interdire l'utilisation de PERC chez nettoyeurs à sec, mettra New York à l'avant-garde des normes de santé et de sécurité de l'environnement.

Ces règlements, combinés avec les efforts de l'Etat visant à interdire l'utilisation de PERC chez nettoyeurs à sec, mettra New York à l'avant-garde des normes de santé et de sécurité de l'environnement.

5 millions \$ en DP pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs

Le gouverneur a également annoncé que 5 millions \$ seront attribués par le biais d'une demande de propositions concurrentielle auprès des organisations à but non lucratif pour aider les travailleurs exploités à sortir de l'ombre et obtenir l'aide dont ils ont besoin et qu'ils méritent. Les travailleurs exploités sont souvent isolés par des barrières culturelles et linguistiques et croient qu'ils sont impuissants à se défendre contre les abus en milieu de travail.

Ce financement sera accordé sous forme de subventions pour répondre aux problèmes de santé et de sécurité systémiques auxquels de nombreux travailleurs exploités font face. Les bénéficiaires de subventions développeront des initiatives axées sur les entreprises visant à accroître la conformité et de réduire les coûts, y compris des ateliers de mise en conformité, les programmes de consultation, des contrôles d'évaluation des risques, et l'assistance technique de planification corrective. Les bénéficiaires admissibles aux subventions pourront inclure les centres de santé professionnelle, les services juridiques, et les d'autres récipiendaires à but non-lucratif qui travaillent pour réduire les blessures des travailleurs, d'accroître la sécurité, et fournir une assistance aux travailleurs.

Plus de 5 millions \$ en subventions seront octroyés en vue d'aider les travailleurs exploités à suivre des évaluations cliniques par le biais des Centres de santé et d'autres fournisseurs sans but lucratif de soins de santé capables d'offrir des diagnostics de symptômes liés au travail et d'aider les travailleurs naviguer le système d'indemnisation des travailleurs.

Le financement servira également à élargir le On-Site Business Consultation Program (Programme de consultation sur place pour entreprises) avec un accent particulier sur les industries ayant le plus haut taux d'accidents de travail - la construction de et la fabrication, les soins de santé à domicile, nettoyage à sec et l'agriculture. Le ministère du Travail et la Commission des accidents du travail de l'État de New York feront les consultations sur place.

Décret N° 159

Sur le premier anniversaire du groupe de travail, le gouverneur a signé un décret établissant un groupe de travail permanent sur l'exploitation et les erreurs de classification employée. Le nouveau groupe de travail représente une fusion du Groupe de travail sur les travailleurs exploités, le Groupe de travail sur la mise en application dans l'industrie des salons de manucure, le Groupe de travail conjoint sur la mauvaise classification de

employés, qui combinera ces efforts globaux et aboutira à des outils innovants supplémentaires pour aider les organismes d'État dans la protection des travailleurs vulnérables, à bas salaires.

Le nouveau décret étendra sa mission pour analyser une variété de manières que les travailleurs sont exploités tels que les salaires impayés, les heures supplémentaires non rémunérées, le non-respect des mesures de sécurité et de santé, et d'autres cas d'exploitation des travailleurs. L'effort couvre 15 industries cibles, dont :

- Aéroports
- Lavage de véhicules
- Garde d'enfants
- Nettoyage
- Bâtiment
- Travail agricole
- Soins de santé à domicile
- Services de conciergerie
- Aménagement paysager
- Blanchisserie
- Salons de manucure
- Restaurants
- Distribution
- Supermarchés
- Camionnage et élimination des déchets

Le groupe de travail comprend 13 agences gouvernementales partenaires :

- Department of Labor (Ministère du Travail)
- Department of State (Département d'État)
- Department of Health (Ministère de la santé)
- Commission des accidents du travail
- Département de l'Imposition et des Finances
- Département de l'Agriculture et des Marchés
- Office of Children and Family Services (Bureau des enfants et des Services à la famille)
- Office of Faith Based Services (Bureau des services fournis par les groupes religieux)
- Division of Criminal Justice Services (Division des services de justice pénale)
- State Police (Police de l'État de New York)
- Division of Human Rights (Division des droits humains)
- Office of Temporary and Disability Assistance (Bureau d'aide temporaire et invalidité)
- State Liquor Authority (Autorité étatique des alcools)

Le groupe de travail nouvellement fusionné réunira les enquêteurs d'assurance-chômage, les enquêteurs de salaire et les enquêteurs d'accidents du travail avec les enquêteurs et le personnel des agences du groupe de travail d'examiner en détail les employeurs engagés dans l'économie souterraine. Les nouveaux outils pour augmenter les résultats en application des règlements pour tous les travailleurs exploités comprennent :

- Extension des efforts conjoints des agences dans l'application des règlements : Les unités d'exécution à travers l'État qui mènent actuellement des enquêtes suites

aux signalisations seront élargies pour inclure plus d'agences couvrant plus d'employeurs et plus de secteurs.

- Des ressources plus importantes par agence vers l'application des règlements : Plus les organismes qui travaillent ensemble signifie plus d'enquêteurs et une plus grande capacité à protéger les travailleurs vulnérables, à bas salaires. Y compris les enquêteurs privés qui peuvent être recrutés grâce à une subvention récemment attribuée au JETF (GTCAR).
- Expansion des références vers les procureurs de district pour poursuites pénales : La procédure de référer les cas aux procureurs de district du comté pour poursuivre les cas de vol des salaires et fraude à l'assurance-chômage sera élargi pour inclure toutes les secteurs avec des travailleurs exploités.
- Expansion de l'assistance téléphonique : Le service assistance téléphonique existant qui reçoit des signalements de groupes communautaires de prétendue mauvaise classification sera élargie pour inclure tout les secteurs avec des travailleurs exploités.

Rapport annuel du Groupe de travail

Le (Groupe de travail multi-agence du Gouverneur pour combattre l'exploitation des travailleurs a été créé pour protéger les travailleurs dans une variété de secteurs dans lesquels ils sont victimes de manière disproportionnée de vol de salaire, soumis à des conditions de travail dangereuses ou insalubres, des horaires instables ou imprévisibles et des déductions illégales pour les fournitures, la formation et les uniformes. Les efforts d'application se concentrent sur les secteurs avec les taux les plus élevés de non-conformité de la part des employeurs et où les travailleurs, souvent des immigrants, sont moins susceptibles de se manifester, par crainte de représailles.

Le comité consultatif du groupe de travail, composé de leaders du milieu syndical, du secteur privé et des droits civiques, à fait une gamme de recommandations au Gouverneur Cuomo qui ont été mises en œuvre à travers l'état de New York, dont la modification des règlements de cartes de paie pour protéger les salaires des travailleurs contre les pratiques prédatrices ; l'établissement un processus pour les agences d'état dans l'octroi de certifications pour les visa U et approbations pour les visa T pour les immigrants victimes de crimes ; et l'augmentation la capacité du Office for New Americans (l'Office pour les nouveaux Américains) de représenter des candidats aux visas U et T. Les recommandations du Comité consultatif et le travail du Groupe de travail sont détaillés dans la rapport annuel du Groupe de travail, qui peut être consulté [ici](#).

Le Groupe de travail œuvre en partenariat avec les agences gouvernementaux et un comité consultatif qui est chargé de fournir des recommandations législatives, réglementaires et administratives au gouvernement. Les membres du comité comprennent :

Les membres du comité consultatif sont :

- Stuart Appelbaum, RWDSU
- Esta Bigler, Ecole ILR, Université Cornell
- Steve Choi, Coalition de l'immigration de New York (New York Immigration Coalition)
- Anne Erickson, Centre de Justice Empire (Empire Justice Center)
- Héctor Figueroa, 32BJ SEIU
- George Gresham, 1199
- Gary La Barbera, Trades

- Dean Norton, Bureau des fermes (Farm Bureau)
- Peter Ward, HTC
- Lewis O. Papenfuse, Centre de Justice des travailleurs (Worker Justice Center)
- Donna Lieberman, Syndicat des libertés civiles de New York (New York Civil Liberties Union)
- Ted Potrikus, Conseil de la distribution de New York (Retail Council of New York)
- Javier Valdes et Deborah Axt, Make the Road New York
- Danny Wegman, Wegmans
- Kathryn Wylde, Partnership for New York City

Stuart Appelbaum, président du Retail, Wholesale and Department Store Union (Syndicat de la vente au détail, en gros et en grand magasin) a déclaré : « Au cours des cinq dernières années, le gouverneur a émergé comme un champion de premier plan pour ceux qui restent dans l'ombre - leur donnant une voix et rendant justice à leur cause. Les actions d'aujourd'hui contre l'exploitation des travailleurs envoient un message clair - l'État de New York a une politique de tolérance zéro pour ceux qui dénigrent lâchement les droits de tout travailleur et ne respectent pas l'état de droit. Nous applaudissons l'engagement du Gouverneur pour cette cause. »

Steven Choi, directeur exécutif du New York Immigration Coalition (Coalition sur l'immigration de New York) a dit : « Le NYIJ est un fier membre du Groupe de travail contre l'exploitation des travailleurs qui a fait des progrès significatifs dans la lutte pour les droits des travailleurs, en particulier pour les immigrants qui sont souvent les travailleurs les plus vulnérables. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 4 millions \$ en dommages-intérêts arriérés de salaires pour les travailleurs vulnérables qui autrement n'auraient pas vu cet argent légitimement gagné. Avec le Groupe de travail et d'autres initiatives annoncées aujourd'hui, nous secondons le Gouverneur Cuomo dans l'envoi de ce message clair aux travailleurs que l'État de New York est de leur côté. »

Anne Erickson, présidente et Directrice du Empire Justice Center a déclaré : « Bien trop souvent, les New-yorkais vulnérables sont contraints de rester dans les lieux de travail où ils sont constamment exploités et où ils restent les mains vides après une dure journée de travail. Le Empire Justice Center était heureux quand il y a un an, le gouverneur a créé le Groupe de travail de lutte contre l'exploitation des travailleurs, pour mettre l'accent sur le traitement des employeurs peu scrupuleux sévissant dans l'État de New York. Je félicite le Gouverneur pour son engagement à mettre fin aux injustices auxquelles les travailleurs et travailleuses sont confrontés et j'attends avec intérêt la poursuite des travaux de ce groupe de travail pour garantir ces protections essentielles des travailleurs efforts dans le futur. Nous applaudissons le Gouverneur d'en avoir fait un Groupe de travail permanent et nous nous réjouissons de continuer à contribuer à ce travail essentiel. »

Gary Labarbera, Président du Conseil du Building and Construction Trades Council of Greater New York (Conseil des métiers de la construction du Grand New York) a dit : « En partant de l'augmentation du salaire minimum à 15 \$, au plan de congé familial payé robuste, à la création du Groupe de travail des travailleurs exploités, le Gouverneur Cuomo a été un ami de longue date à et un défenseur de la communauté syndicale. Aujourd'hui, New York étend la mission de ce groupe de travail efficace pour non seulement protéger les travailleurs exploités de pratiques illégales, mais aussi assurer que leur santé et leur sécurité demeurent une priorité absolue. Ceci est un exemple du changement et des transformations qui peuvent être créés à travers des partenariats entre le mouvement syndical et le gouvernement, et je me réjouis à la restauration de la justice pour les

travailleurs exploités à travers l'état de New York. »

Kathryn Wylde, président et directrice de (Partnership for New York City (Partenariat pour New York City) a déclaré : « Le Groupe de travail pour mettre fin à l'exploitation des travailleurs a fait des progrès considérables pour mettre fin à l'exploitation des travailleurs. Protéger les travailleurs vulnérables et de garantir un traitement équitable est dans l'intérêt de tous, y compris les entreprises. En réunissant les employeurs, les avocats, et les dirigeants syndicaux à travailler ensemble sur ces questions, nous évitons les situations litigieuses et nous veillons à ce que toutes les parties soient traitées équitablement ».

Manuel Castro, directeur exécutif de New Immigrant Community Empowerment (Empowerment communautaire des nouveaux immigrants) dit : « Je remercie le Gouverneur Cuomo pour son engagement inébranlable à protéger les travailleuses et travailleurs vulnérables à travers l'État de New York et en les aidant à retrouver les voix dont ils ont été privés depuis beaucoup trop longtemps. New York renforce notre engagement envers le rêve américain et envoie le message que si vous travaillez dur, vous pouvez réussir. Sous le Gouverneur Cuomo, cet état entame une étape transformative dans sa lutte contre l'abus des travailleurs et nous sommes fiers de faire partie de cet effort ».

Charlene Obernauer, directrice exécutive du New York Committee for Occupational Safety and Health (Comité pour la sécurité et la santé au travail de New York a déclaré, « L'exploitation des travailleurs est une situation qui existe depuis beaucoup trop longtemps et a affecté de nombreuses familles à travers l'État de New York. Le Groupe de travail du Gouverneur de lutte contre l'exploitation des travailleurs travaille sans relâche pour redresser les torts contraires à l'éthique de milliers d'entreprises dans tout l'État de New qui ont retenu illégalement des salaires et des lieux de travail sécuritaires pour leurs employés. Chaque travailleur mérite d'être traité avec respect et égalité pour leur travail, et l'annonce d'aujourd'hui, qui est exactement ce que New York est en train de faire. Sous le Gouverneur Cuomo, New York donne l'exemple au reste de la nation et nous sommes fiers de se tenir au coude à coude avec lui dans cet effort ».

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418